Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, cette question n'a pas encore été étudiée au cabinet mais le ministre responsable a été chargé de présenter un projet selon lequel les députés et les services parlementaires seraient casés à l'avenir dans des locaux qui n'appartiennent pas maintenant au gouvernement canadien.

Le très hon. M. Diefenbaker: Envisage-t-on aussi, de concert avec la ville d'Ottawa, une réglementation quelconque des grands édifices en projet près de la colline du Parlement? Faute d'une telle réglementation, la colline perdra en partie son caractère grandiose naturel. Tient-on compte de cet aspect tout en s'occupant des locaux dont a parlé le très honorable premier ministre?

Le très hon. M. Trudeau: A mon avis, cette question relève de la Commission de la capitale nationale, monsieur l'Orateur. Je dois avouer que je ne suis pas au courant d'instances qui auraient été présentées dans ce sens aux autorités du district d'Ottawa. Je transmettrai cependant volontiers celles du très honorable représentant au ministre chargé de la Commission de la capitale nationale.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

PROTESTATIONS RELATIVES AU NOUVEAU PROGRAMME

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre du Travail.

Pourrait-il dire à la Chambre s'il a reçu des protestations au sujet du nouveau programme d'assurance-chômage, à l'effet que celui qui travaille 12 mois par année gagnera moins que celui qui ne travaille que neuf mois, et que, dans le deuxième cas, celui qui travaille neuf mois seulement coûtera davantage au gouvernement?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): La réponse est non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES PÊCHES

PROPOSITION D'INTERDICTION DE LA CHASSE AUX PHOQUES

[Traduction]

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts. Comme un bill vient d'être présenté au Congrès des États-Unis pour interdire la chasse aux mammifères marins, y compris les jeunes phoques, et l'importation de peaux de phoque aux États-Unis, le ministère songera-t-il, en ce dernier jour de la chasse annuelle aux phoques, à l'interdire désormais?

[Plus tard]

M. John Lundrigan (Gander-Twillington): Monsieur l'Orateur, ma question complémentaire se rattache à la question précédente concernant les phoques. Elle ne procède d'aucun sentiment anti-américain. Le ministre songe-t-il à répondre officiellement au sénateur Harris d'Oklahoma, qui est activement engagé dans une campagne contre une industrie canadienne authentique et à lui

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

dire de ne pas fourrer son grand nez dans nos affaires et d'utiliser son énergie à résoudre ses problèmes intérieurs et extérieurs?

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: La question du député se présente sous forme de recommandation ou de proposition et il doit espérer qu'on en tiendra compte.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LE LIVRE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT SUR LA CRISE AU QUÉBEC

[Français]

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Je désire poser une question au très honorable premier ministre.

J'en reviens à la question que j'ai posée, tout à l'heure, au secrétaire d'État. Étant donné que ce dernier a siégé au sein du cabinet durant la crise d'octobre, a connu certains faits et étant donné qu'actuellement, à cause des mesures de guerre, des procès sont en cours, certaines personnes ont été jugées et d'autres attendent leur procès, comment le premier ministre peut-il permettre à un ministre de la Couronne de publier un livre sur des événements aussi importants, sans avoir au préalable lu ce livre pour voir s'il contient des faits qui n'ont été connus que du cabinet?

J'aimerais savoir si le premier ministre ne devrait pas d'abord lire ce livre pour en faire une critique objective...

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député a posé sa question. Je crois que la Chambre, pourrait permettre au premier ministre de répondre, mais j'ai l'impression que la question constitue plutôt un argument. De toute façon, la présidence ne s'oppose pas à ce que le premier ministre réponde à la question.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Il s'agit d'un argument basé sur une hypothèse, monsieur le président, et si, par hypothèse, le ministre avait effectivement violé son serment d'office et révélé des secrets du cabinet, évidemment, il s'agirait d'une chose irrégulière à laquelle il faudrait donner suite.

Mais l'hypothèse, autant que je sache, n'est pas vérifiée ni vérifiable.

L'hon. M. Asselin: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

[Traduction]

M. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre. Plusieurs députés veulent poser des questions supplémentaires sur ce sujet: le député de Fundy-Royal, le député de Cape Breton et le député de Charlevoix, et il ne nous reste plus que cinq minutes. C'est peut-être injuste pour les députés, mais cette question pourrait peut-être être reprise une autre fois.

M. Fairweather: Monsieur l'Orateur, je me suis levé constamment pour poser une question supplémentaire très grave.

M. l'Orateur: A l'ordre.